

Vu l'avis motivé du 22 novembre 2002, émis par le comité supérieur de concertation créée dans le ressort du comité de secteur I,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans le ressort du Comité supérieur de concertation correspondant au comité de secteur I, il est créé un comité de concertation de base pour la Coopération technique belge, ci-après dénommée « CTB ».

Art. 2. Le comité de concertation de base, visé à l'article 1^{er} est présidé par le délégué à la gestion journalière de la CTB.

Art. 3. Outre le président, la délégation de l'autorité se compose des directeurs de la CTB et, le cas échéant, de membres désignés par le président.

Un suppléant est désigné pour chaque membre.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur dès le jour de sa parution au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 11 février 2003.

E. BOUTMANS

Gelet op het met redenen omkleed advies van het hoog overlegcomité opgericht in het gebied van het sectorcomité I, gegeven op 22 november 2002,

Besluit :

Artikel 1. In het gebied van het hoog overlegcomité dat overeenstemt met het sectorcomité I wordt een basisoverlegcomité opgericht voor de Belgische Technische Coöperatie, hieronder « BTC » genoemd.

Art. 2. Het in artikel 1 bedoelde basisoverlegcomité wordt voorgezeten door de verantwoordelijke voor het dagelijks bestuur van de BTC.

Art. 3. Behalve de voorzitter bestaat de overheidsdelegatie uit de directeurs van de BTC en, in voorkomend geval, uit leden aangewezen door de voorzitter.

Voor elk lid is een plaatsvervanger aangewezen.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 11 februari 2003.

E. BOUTMANS

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2003 — 721

[C — 2003/03099]

13 FEVRIER 2003. — Arrêté royal pris en exécution de l'article 203, § 1^{er}, alinéa 3, du Code des impôts sur les revenus 1992 relatif à la liste des pays dont les dispositions de droit commun en matière d'impôts sont notablement plus avantageuses qu'en Belgique

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté a pour but principal de fixer les dispositions réglementaires prises en exécution de l'article 10, 2°, de la loi du 24 décembre 2002 modifiant le régime des sociétés en matière d'impôts sur les revenus et instituant un système de décision anticipée en matière fiscale, par lesquelles, pour l'application de l'article 203, § 1^{er}, alinéa 3, du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92), sont énumérés les pays dont les dispositions de droit commun en matière d'impôts visées à l'article 203, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, du même Code, sont présumées être notablement plus avantageuses qu'en Belgique.

Afin de tenir compte de la remarque du Conseil d'Etat mettant l'accent sur l'importance de la liste, la méthode sur base de laquelle celle-ci a été réalisée est exposée ci-après.

Dans une première phase, l'administration a examiné, pays par pays, sur base des informations en sa possession, d'une part quel était le taux nominal de droit commun sur les bénéfices des sociétés et d'autre part si la base imposable à l'impôt des sociétés était fixée d'une manière normale.

Dans une seconde phase, une liste provisoire de pays a été publiée sur le portail électronique du Service public fédéral Finances sur base des résultats de l'enquête précitée : à ces pays ont aussi été ajoutés les pays pour lesquels seules des données insuffisantes avaient pu être trouvées. Les personnes intéressées pouvaient émettre des remarques motivées par écrit concernant cette liste provisoire. Tenant compte de ces remarques, la liste de pays a finalement été établie telle que mentionnée à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Cette liste concerne en particulier les pays dont soit le taux nominal de droit commun de l'impôt sur les bénéfices d'une société est inférieur à 15 p.c., soit, en droit commun, le taux correspondant à la charge fiscale effective est inférieur à 15 p.c.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

N. 2003 — 721

[C — 2003/03099]

13 FEBRUARI 2003. — Koninklijk besluit ter uitvoering van artikel 203, § 1, derde lid van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 betreffende de lijst van landen waar de gemeenrechtelijke bepalingen inzake belastingen aanzienlijk gunstiger zijn dan in België

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat wij aan Uwe Majesteit ter ondertekening voorleggen, heeft als hoofddoel de reglementaire bepalingen vast te stellen tot uitvoering van artikel 10, 2°, van de wet van 24 december 2002 tot wijziging van de vennootschapsregeling inzake inkomstenbelastingen en tot instelling van een systeem van voorafgaande beslissingen in fiscale zaken, waarbij voor de toepassing van artikel 203, § 1, derde lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92), de landen worden opgesomd waarvan de gemeenrechtelijke bepalingen inzake belastingen als vermeld in artikel 203, § 1, eerste lid, 1°, van hetzelfde Wetboek, geacht worden aanzienlijk gunstiger te zijn dan in België.

Teneinde tegemoet te komen aan de opmerking van de Raad van State waarin zij wijst op het belang van de lijst, wordt hierna de methode uiteengezet op basis waarvan ze is opgemaakt.

In een eerste fase heeft de administratie op basis van de in haar bezit zijnde informatie, land per land nagegaan, hoeveel het gemeenrechtelijk nominaal tarief op de winsten van vennootschappen bedroeg, enerzijds en of de belastbare grondslag in de vennootschapsbelasting op een normale wijze werd vastgesteld, anderzijds.

In een tweede fase werd aan de hand van de resultaten van voornoemd onderzoek een voorlopige lijst van landen gepubliceerd op de portaal-site van de Federale overheidsdienst Financiën : hieraan werden eveneens de landen toegevoegd waarvoor slechts ontoereikende gegevens konden worden teruggevonden. Belanghebbenden konden ten aanzien van deze voorlopige lijst, schriftelijke gemotiveerde opmerkingen maken. Rekening houdende met deze opmerkingen werd uiteindelijk de lijst van landen opgesteld als vermeld in artikel 1 van dit besluit.

Inzonderheid betreft deze lijst, de landen waarvan hetzij het gemeenrechtelijk nominaal tarief op de winsten van een vennootschap, lager is dan 15 pct., hetzij, gemeenrechtelijk, het tarief dat met de werkelijke belastingdruk overeenstemt, lager is dan 15 pct.

Cette liste de pays est donnée exclusivement dans le but d'appliquer la condition de taxation qui se rattache aux dispositions fiscales de droit commun du pays où est établie la société qui distribue des dividendes suivant l'article 203, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, CIR 92 in fine et par conséquent, elle n'a aucune implication pour l'appréciation des conditions de déduction qui s'appliquent :

— aux sociétés qui ne sont pas assujetties à l'impôt des sociétés ou à un impôt étranger analogue à cet impôt;

— à certains régimes ou formes de sociétés spécifiques, qu'il s'agisse d'une mesure temporaire ou définitive.

Vu l'objectif spécifique précité pour lequel la liste de pays a été établie dans le présent arrêté, cette liste diffère de la liste concernant les « unco-operative tax havens » du 18 avril 2002 qui a été établie par l'OCDE sur base d'autres critères. Les paradis fiscaux qui apparaissent dans la liste précitée de l'OCDE et qui ne se retrouvent pas dans la liste de pays du présent arrêté, concernent des pays où, conformément à la première partie de la phrase de l'article 203, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, CIR 92, les sociétés ne sont pas assujetties à un impôt analogue à l'impôt des sociétés belge (notamment Andorre, Nauru et Vanuatu).

Dans son avis, le Conseil d'Etat se demande si des territoires qui ont des liens particuliers avec des Etats membres de l'Union européenne ne devraient pas être retirés de la liste de pays en raison du texte de l'article 203, § 1^{er}, alinéa 4, CIR 92 qui dispose que pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1°, les dispositions du droit commun en matière d'impôts qui sont applicables aux sociétés établies dans un Etat membre de l'Union européenne sont censées ne pas être notablement plus avantageuses qu'en Belgique.

Tout d'abord, conformément à l'article 299(3), du Traité CE, certains pays et territoires d'outre-mer (notamment Mayotte, Saint-Pierre-et-Miquelon, Montserrat et les îles Vierges britanniques) font l'objet du régime spécial d'association défini dans la quatrième partie du Traité CE. En particulier, une zone de libre-échange est constituée entre la Communauté et ces pays et territoires d'outre-mer, par laquelle les Etats membres tendent, sans aucune obligation, à appliquer à leurs échanges commerciaux avec ces pays et territoires un régime identique à celui qu'ils doivent s'appliquer mutuellement. De leur côté, ces pays et territoires fixent eux-mêmes leur politique commerciale vis-à-vis des Etats membres, à condition que tous les Etats membres soient traités de manière équivalente.

Par conséquent, les pays et territoires énumérés à l'alinéa précédent et mentionnés dans la liste ne sont pas considérés comme faisant partie d'un Etat membre de l'Union européenne au sens de l'article 203, § 1^{er}, dernier alinéa, CIR 92.

En ce qui concerne le cas spécifique de Gibraltar, il n'a pas été tenu compte de la remarque du Conseil d'Etat. Conformément à l'article 299(4), du Traité CE, Gibraltar fait partie de l'Union européenne. Toutefois, l'acte d'adhésion de 1972 excluait Gibraltar de l'application d'importants domaines du droit communautaire. La situation qui doit être examinée en l'espèce concerne en fait un régime d'immunisation des dividendes dans le chef d'une société résidente actionnaire, si ces dividendes sont attribués par une société « établie dans un Etat membre de l'Union européenne ». Donc, pour l'application de la Directive du Conseil du 23 juillet 1990 concernant le régime fiscal commun applicable aux sociétés mères et filiales d'Etats membres différents, une société qui est établie à Gibraltar ne peut pas être considérée comme une « société d'un Etat membre » au sens de l'article 2 de la directive précitée. De plus, les sociétés établies à Gibraltar sont en principe constituées selon la législation de Gibraltar et ne sont, par conséquent, pas assujetties au « corporation tax » au Royaume-Uni. D'ailleurs, Gibraltar est toujours exclu du champ d'application des conventions préventives de la double imposition conclues par le Royaume-Uni. Gibraltar ne fait pas non plus partie du Royaume-Uni aux fins d'imposition (Corporate tax summary, 2003, IBFD Publications B.V.). Dès lors, Gibraltar est maintenu sur la liste.

Deze lijst van landen is uitsluitend bedoeld met het oog op de toepassing van de taxatievoorwaarde die verband houdt met de gemeenschappelijke fiscale bepalingen van het land waar de vennootschap is gevestigd die de dividenden uitkeert zoals bedoeld in artikel 203, § 1, eerste lid, 1°, WIB 92 in fine en heeft derhalve geen weerslag op de beoordeling van de voorwaarden tot aftrek die van toepassing zijn op :

— vennootschappen die niet aan de vennootschapsbelasting of aan een buitenlandse belasting van gelijke aard als die belasting zijn onderworpen;

— sommige specifieke regimes of vennootschapsvormen, ongeacht of het een definitieve of tijdelijke maatregel betreft.

Gelet op voornoemde specifieke doelstelling waarvoor de lijst van landen in dit besluit werd opgesteld, verschilt deze lijst van de lijst betreffende de « unco-operative tax havens » van 18 april 2002 welke door de OESO op basis van andere criteria werd opgesteld. De belastingparadijzen welke voorkomen op voornoemde lijst van de OESO en die niet op de lijst van landen van dit besluit staan, betreffen landen waar overeenkomstig artikel 203, § 1, eerste lid, 1°, eerste deelzin, WIB 92, de vennootschappen niet onderworpen zijn aan een belasting gelijkaardig aan de Belgische vennootschapsbelasting (met name Andorra, Nauru en Vanuatu).

In haar advies vraagt de Raad van State zich af of gebieden welke bijzondere banden hebben met lid-Staten van de Europese Unie niet zouden moeten worden geschrapt van de lijst van landen gelet op de tekst van artikel 203, § 1, vierde lid, WIB 92 dat bepaalt dat voor de toepassing van het eerste lid, 1°, de gemeenschappelijke bepalingen inzake belastingen die van toepassing zijn op vennootschappen gevestigd in een Lidstaat van de Europese Unie geacht worden niet aanzienlijk gunstiger te zijn dan in België.

Vooreerst vormen bepaalde landen en gebieden overzee (met name Mayotte, Saint-Pierre en Miquelon, Montserrat en Britse Maagdeneilanden), overeenkomstig artikel 299(3), van het EG-Verdrag, het onderwerp van de bijzondere associatieregeling omschreven in het vierde deel van het EG-Verdrag. Inzonderheid wordt een vrijhandelszone ingesteld tussen de Gemeenschap en die landen en gebieden overzee, waarbij de lid-Staten ernaar streven, zonder enige verbintenis, op hun handelsverkeer met die landen en gebieden, dezelfde regeling toe te passen als zij onderling dienen toe te passen. Van hun kant bepalen die landen en gebieden zelf hun handelspolitiek tegenover de lid-Staten, zulks op voorwaarde dat alle lid-Staten gelijk worden behandeld.

Derhalve kunnen de in het vorige lid opgesomde landen en gebieden vermeld in de lijst niet worden beschouwd als zijnde gevestigd in een lid-Staat van de Europese Unie in de zin van artikel 203, § 1, laatste lid, WIB 92.

Wat het specifieke geval Gibraltar betreft, werd geen rekening gehouden met de opmerking van de Raad van State. Overeenkomstig artikel 299(4), EG-Verdrag maakt Gibraltar deel uit van de Europese Unie. De Toetredingsakte van 1972 sloot evenwel de toepassing van belangrijke domeinen van het gemeenschapsrecht uit op Gibraltar. De situatie welke hier moet worden onderzocht betreft in feite een vrijstellingsregeling van dividendten ten name van een aandeelhouder binnenlandse vennootschap, indien deze dividendten worden uitgekeerd door een vennootschap « gevestigd in een lid-Staat van de Europese Unie ». Welnu, voor de toepassing van de Richtlijn van de Raad van 23 juli 1990 betreffende de gemeenschappelijke fiscale regeling voor moedermaatschappijen en dochterondernemingen uit verschillende lid-Staten kan een vennootschap die gevestigd is in Gibraltar niet worden beschouwd als een « vennootschap van een lid-Staat » zoals omschreven in artikel 2 van voormelde richtlijn. Immers de in Gibraltar gevestigde vennootschappen zijn in beginsel onderworpen aan de wetgeving van Gibraltar en zijn derhalve niet onderworpen aan de « corporation tax » in het Verenigd Koninkrijk. Overigens valt Gibraltar steeds uit het toepassingsgebied van de door het Verenigd Koninkrijk gesloten dubbelbelastingverdragen. Evenmin maakt Gibraltar deel uit van het Verenigd Koninkrijk voor belastingdoeleinden (Corporate tax summary, 2003, IBFD Publications B.V.). Dientengevolge blijft Gibraltar behouden op de lijst.

Pour les autres territoires (notamment les îles anglo-normandes et l'île de Man), les dispositions de l'article 299(6), du Traité CE, peuvent être invoquées en vertu desquelles les dispositions du Traité CE ne sont applicables que dans la mesure nécessaire pour assurer l'application du régime prévu pour ces îles par le Traité relatif à l'adhésion de nouveaux Etats membres à la Communauté économique européenne et à la Communauté européenne de l'énergie atomique, signé le 22 janvier 1972. Néanmoins, l'harmonisation sur le plan des impôts directs ne s'applique pas à ces territoires (Corporate tax summary, 2003, IBFD Publications B.V.). Par conséquent, les sociétés établies dans un de ces territoires ne peuvent pas être considérées, mutatis mutandis avec l'alinéa précédent, comme des sociétés « établies dans un Etat membre de l'Union européenne ».

Cette liste de pays sera évidemment adaptée, chaque fois qu'un pays devra y être ajouté ou retiré, notamment suite à la modification des législations étrangères.

L'Estonie sera ainsi retirée de la présente liste, conformément à l'article 203, § 1^{er}, alinéa 4, CIR 92, inséré par l'article 10, 2°, de la loi du 24 décembre 2002 modifiant le régime des sociétés en matière d'impôts sur les revenus et instituant un système de décision anticipée en matière fiscale, à partir du moment où elle sera membre effectif de l'Union Européenne.

Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2004.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
De Votre Majesté,
Le très respectueux et très fidèle serviteur,
Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

13 FEVRIER 2003. — Arrêté royal pris en exécution de l'article 203, § 1^{er}, alinéa 3, du Code des impôts sur les revenus 1992 relatif à la liste des pays dont les dispositions de droit commun en matière d'impôts sont notablement plus avantageuses qu'en Belgique (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code des impôts sur les revenus 1992, en particulier l'article 203, modifié par l'article 9 de la loi du 28 décembre 1992, par l'article 100 de la loi du 21 décembre 1994 et par l'article 160 de la loi du 6 avril 1995, remplacé par l'article 26 de l'arrêté royal du 20 décembre 1996 et modifié par l'article 25 de la loi du 22 décembre 1998, par l'article 51 de la loi du 10 mars 1999, par l'article 17 de la loi du 4 mai 1999 et par l'article 10 de la loi du 24 décembre 2002 modifiant le régime des sociétés en matière d'impôts sur les revenus et instituant un système de décision anticipée en matière fiscale;

Vu l'arrêté royal d'exécution du Code des impôts sur les revenus 1992;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 décembre 2002;

Vu l'accord de notre Ministre du Budget, donné le 18 décembre 2002;

Vu l'urgence motivée par le fait que :

— l'article 203, § 1^{er}, alinéa 3 du Code des impôts sur les revenus 1992, tel qu'il a été inséré par l'article 10, 2°, de la loi du 24 décembre 2002 modifiant le régime des sociétés en matière d'impôts sur les revenus et instituant un système de décision anticipée en matière fiscale trouve à s'appliquer à partir de l'exercice d'imposition 2004 pour la déduction des revenus d'actions ou parts à titre de revenus définitivement taxés;

— le présent arrêté a pour but de préciser la portée de l'exclusion, prévue à l'article 203, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, du même Code, en ce qui concerne les revenus qui proviennent de sociétés qui sont établies dans un pays dont les dispositions de droit commun sont notablement plus avantageuses qu'en Belgique;

— il convient dès lors de préciser aussi rapidement que possible quels sont les revenus qui sont perçus dans la plus grande partie des cas à partir de l'exercice comptable 2003, qui peuvent donner lieu à une déduction à titre de revenus définitivement taxés dans le chef de ces contribuables;

Voor de andere gebieden (met name de Kanaaleilanden en het eiland Man) kunnen de bepalingen van artikel 299(6), EG-Verdrag, worden ingeroepen, overeenkomstig dewelke de bepalingen van het EG-Verdrag slechts van toepassing zijn voorzover noodzakelijk ter verzekering van de toepassing van de regeling die voor deze eilanden is vastgesteld in het op 22 januari 1972 ondertekende Verdrag betreffende de toetreding van nieuwe lidstaten tot de Europese Economische Gemeenschap en de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie. Niettemin is de harmonisatie op het gebied van de directe belastingen niet van toepassing ten aanzien van deze gebieden (Corporate tax summary, 2003, IBFD Publications B.V.). Derhalve kunnen de vennootschappen gevestigd in één van deze gebieden, mutatis mutandis met het vorige lid, niet worden aangemerkt als vennootschappen « gevestigd in een lid-Staat van de Europese Unie ».

Deze lijst van landen zal uiteraard telkens worden aangepast wanneer, inzonderheid ingevolge buitenlandse wetswijzigingen, bepaalde landen aan deze lijst zouden moeten worden toegevoegd of van deze lijst zouden moeten worden geschrapt.

Zo zal Estland vanaf het ogenblik dat het effectief lid is van de Europese Unie, overeenkomstig artikel 203, § 1, vierde lid, WIB 92, ingevoegd bij artikel 10, 2°, van de wet van 24 december 2002 tot wijziging van de vennootschapsregeling inzake inkomstenbelastingen en tot instelling van een systeem van voorafgaande beslissingen in fiscale zaken, worden geschrapt van deze lijst.

Dit besluit treedt in werking met ingang van het aanslagjaar 2004.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
Van Uwe Majesteit,
De zeer eerbiedige en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

13 FEBRUARI 2003. — Koninklijk besluit ter uitvoering van artikel 203, § 1, derde lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 betreffende de lijst van landen waar de gemeenschappelijke bepalingen inzake belastingen aanzienlijk gunstiger zijn dan in België (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, inzonderheid op artikel 203, gewijzigd bij artikel 9 van de wet van 28 december 1992, bij artikel 100 van de wet van 21 december 1994 en bij artikel 160 van de wet van 6 april 1995, vervangen bij artikel 26 van het koninklijk besluit van 20 december 1996 en gewijzigd bij artikel 25 van de wet van 22 december 1998, bij artikel 51 van de wet van 10 maart 1999, bij artikel 17 van de wet van 4 mei 1999 en bij artikel 10 van de wet van 24 december 2002 tot wijziging van de vennootschapsregeling inzake inkomstenbelastingen en tot instelling van een systeem van voorafgaande beslissingen in fiscale zaken;

Gelet op het koninklijk besluit tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën gegeven op 17 december 2002;

Gelet op de akkoordbevinding van onze Minister van Begroting van 18 december 2002;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat :

— artikel 203, § 1, derde lid van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, zoals ingevoegd door artikel 10, 2°, van de wet van 24 december 2002 tot wijziging van de vennootschapsregeling inzake inkomstenbelastingen en tot instelling van een systeem van voorafgaande beslissingen in fiscale zaken, voor de aftrek van de inkomsten uit aandelen als definitief belaste inkomsten, met ingang van het aanslagjaar 2004 wordt toegepast;

— dit besluit ertoe strekt de draagwijdte van de uitsluiting, voorzien in artikel 203, § 1, eerste lid, 1°, van hetzelfde Wetboek, wat betreft de inkomsten die voortkomen van de vennootschappen die zijn gevestigd in een land waarvan de gemeenschappelijke bepalingen aanzienlijk gunstiger zijn dan in België, te verduidelijken;

— het dan ook past zo spoedig mogelijk te verduidelijken welke de inkomsten zijn die in het merendeel van de gevallen zijn verkregen vanaf het boekjaar 2003, die aanleiding kunnen geven tot een aftrek als definitief belaste inkomsten ten name van deze belastingplichtigen;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 15 janvier 2003 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A la section XXVII^{quater} du chapitre I^{er}, de l'AR/CIR 92, insérée en qualité de section XXVII^{ter} par l'arrêté royal du 29 novembre 2000 et modifiée dans son intitulé par l'arrêté royal du 6 février 2003, sont apportées les modifications suivantes :

1^o l'intitulé de la section est remplacé par l'intitulé suivant :

« Section XXVII^{quater}. - Revenus définitivement taxés (Code des impôts sur les revenus 1992, articles 202, § 2, alinéa 2 et 203, § 1^{er}, alinéa 3 et § 2, alinéa 6, 2^o) »;

2^o il est inséré un article 73^{quater}, rédigé comme suit :

« Art. 73^{quater}. Pour l'application de l'article 203, § 1^{er}, alinéa 3 du Code des impôts sur les revenus 1992, les dispositions du droit commun en matière d'impôts visées à l'article 203, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, du même Code, sont présumées être notablement plus avantageuses qu'en Belgique, en ce qui concerne les pays de la liste reprise ci-dessous :

1. Afghanistan
2. Aldernay
3. Belize
4. Bosnie-Herzégovine
5. Burundi
6. Cap Vert
7. République Centrafricaine
8. Comores
9. Iles Cook
10. Cuba
11. Dominique
12. Guinée équatoriale
13. Estonie
14. Gibraltar
15. Grenade
16. Guernesey
17. Guinée-Bissau
18. Haïti
19. Herm
20. Iran
21. Irak
22. Jersey
23. Kiribati
24. Corée du Nord
25. Laos
26. Liberia
27. Liechtenstein
28. Macao
29. Maldives
30. Ile de Man
31. Iles Marshall
32. Mayotte
33. Fédération de Micronésie
34. Monaco
35. Montserrat
36. Namibie
37. Niue
38. Oman
39. Panama

Gelet op het advies van de Raad van State gegeven op 15 januari 2003 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën, en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In afdeling XXVII^{quater} van hoofdstuk I van het KB/WIB 92, ingevoegd als afdeling XXVII^{ter} door het koninklijk besluit van 29 november 2000 en gewijzigd in haar opschrift bij het koninklijk besluit van 6 februari 2003, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het opschrift van de afdeling wordt vervangen door het volgende opschrift :

« Afdeling XXVII^{quater}.- Definitief belaste inkomsten (Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, artikelen 202, § 2, tweede lid en 203, § 1, derde lid en § 2, zesde lid, 2^o) »;

2^o een artikel 73^{quater} wordt ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 73^{quater}. Voor de toepassing van artikel 203, § 1, derde lid van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 worden met betrekking tot de landen van de hiernavolgende lijst, de gemeenrechtelijke bepalingen inzake belastingen als vermeld in artikel 203, § 1, eerste lid, 1^o, van hetzelfde Wetboek, geacht aanzienlijk gunstiger te zijn dan in België :

1. Afghanistan
2. Aldernay
3. Belize
4. Bosnië en Herzegovina
5. Burundi
6. Kaapverdië
7. Centraal-Afrikaanse Republiek
8. Comoren
9. Cookeilanden
10. Cuba
11. Dominica
12. Equatoriaal-Guinea
13. Estland
14. Gibraltar
15. Grenada
16. Guernsey
17. Guinee-Bissau
18. Haïti
19. Herm
20. Iran
21. Irak
22. Jersey
23. Kiribati
24. Noord-Korea
25. Laos
26. Liberia
27. Liechtenstein
28. Macau
29. Maldiven
30. Eiland van Man
31. Marshalleilanden
32. Mayotte
33. Federatie Micronesië
34. Monaco
35. Montserrat
36. Namibië
37. Niue
38. Oman
39. Panama

40. Saint Christopher et Nevis
41. Sainte-Lucie
42. Saint-Pierre-et-Miquelon
43. Saint-Vincent-et-les-Grenadines
44. Samoa
45. Samoa américaines
46. Saint-Marin
47. Saõ Tomé et Príncipe
48. Seychelles
49. Somalie
50. Tuvalu
51. Ouzbékistan
52. Iles Vierges britanniques
53. Iles Vierges américaines. »

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur à partir de l'exercice d'imposition 2004.

Donné à Bruxelles, le 13 février 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,
D. REYNDERS

—
Note

(1) Références au *Moniteur belge* :

Code des impôts sur les revenus 1992, arrêté royal du 10 avril 1992, *Moniteur belge* du 30 juillet 1992.

Loi du 28 décembre 1992, *Moniteur belge* du 31 décembre 1992, 3^e édition.

Loi du 21 décembre 1994, *Moniteur belge* du 23 décembre 1994, 2^e édition.

Loi du 6 avril 1995, *Moniteur belge* du 3 juin 1995.

Arrêté royal du 20 décembre 1996, *Moniteur belge* du 31 décembre 1996, 4^e édition.

Loi du 22 décembre 1998, *Moniteur belge* du 15 janvier 1999.

Loi du 10 mars 1999, *Moniteur belge* 14 mars 1999, 2^e édition.

Loi du 4 mai 1999, *Moniteur belge* du 12 juin 1999.

Loi du 24 décembre 2002, *Moniteur belge* du 31 décembre 2002, 2^e édition.

Lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, Loi du 12 janvier 1973, *Moniteur belge* du 21 mars 1973.

40. Sint Christopher en Nevis
41. Sint Lucië
42. Saint-Pierre en Miquelon
43. Saint Vincent en de Grenadines
44. Samoa
45. Amerikaans-Samoa
46. San Marino
47. Sao Tomé en Príncipe
48. Seychellen
49. Somalië
50. Tuvalu
51. Oezbekistan
52. Britse Maagdeneilanden
53. Amerikaanse Maagdeneilanden. »

Art. 2. Dit besluit treedt in werking met ingang van het aanslagjaar 2004.

Gegeven te Brussel, 13 februari 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,
D. REYNDERS

—
Nota

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, koninklijk besluit van 10 april 1992, *Belgisch Staatsblad* van 30 juli 1992.

Wet van 28 december 1992, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1992, 3^e editie.

Wet van 21 december 1994, *Belgisch Staatsblad* van 23 december 1994, 2^e editie.

Wet van 6 april 1995, *Belgisch Staatsblad* van 3 juni 1995.

Koninklijk besluit van 20 december 1996, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 1996, 4^e editie.

Wet van 22 december 1998, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1999.

Wet van 10 maart 1999, *Belgisch Staatsblad* van 14 maart 1999, 2^e editie.

Wet van 4 mei 1999, *Belgisch Staatsblad* van 12 juni 1999.

Wet van 24 december 2002, *Belgisch Staatsblad* van 31 december 2002, 2^e editie.

Gecoördineerde wetten op de Raad van State, wet van 12 januari 1973, *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 1973.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

F. 2003 — 722

[C — 2003/03107]

14 FEVRIER 2003. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 15 juin 2000 d'exécution de l'arrêté royal du 17 février 2000 relatif aux mesures restrictives à l'encontre des Talibans d'Afghanistan

Le Ministre des Finances,

Vu le règlement (CE) n° 881/2002 du Conseil du 27 mai 2002 instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités liées à Oussama ben Laden, au réseau Al-Qaida et aux Talibans et abrogeant le règlement n° 467/2001 du Conseil interdisant l'exportation de certaines marchandises et de certains services vers l'Afghanistan, renforçant l'interdiction des vols et étendant le gel des fonds et autres ressources financières décidés à l'encontre des Talibans d'Afghanistan;

Vu le règlement (CE) n° 215/2003 de la Commission du 3 février 2003 modifiant pour la dixième fois le règlement (CE) n° 881/2002 du Conseil instituant certaines mesures restrictives spécifiques à l'encontre de certaines personnes et entités liées à Oussama ben Laden, au réseau Al-Qaida et aux Talibans et abrogeant le règlement n° 467/2001 du Conseil;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIËN

N. 2003 — 722

[C — 2003/03107]

14 FEBRUARI 2003. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 15 juni 2000 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 17 februari 2000 betreffende de beperkende maatregelen tegen de Taliban van Afghanistan

De Minister van Financiën,

Gelet op de Verordening (EG) nr. 881/2002 van de Raad van 27 mei 2002 tot vaststelling van bepaalde specifieke beperkende maatregelen tegen sommige personen en entiteiten die banden hebben met Usama bin Laden, het Al-Qa'ida-netwerk en de Taliban, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 467/2001 van de Raad tot instelling van een verbod op de uitvoer van bepaalde goederen en diensten naar Afghanistan, tot versterking van het verbod op vluchten en de bevroering van tegoeden en andere financiële middelen ten aanzien van de Taliban van Afghanistan;

Gelet op de Verordening (EG) nr. 215/2003 van de Commissie van 3 februari 2003 tot tiende wijziging van Verordening (EG) nr. 881/2002 van de Raad tot vaststelling van bepaalde specifieke beperkende maatregelen tegen sommige personen en entiteiten die banden hebben met Usama bin Laden, het Al-Qa'ida-netwerk en de Taliban, en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 467/2001 van de Raad;